

L'Éthique des TIC et les femmes

Les Technologies de l'information et de la communication (TIC) structurent la société d'aujourd'hui. Plus encore qu'avec les sites web et les blogs, les réseaux sociaux numériques nous mettent face à l'injonction sociale d'être connecté à n'importe quelle heure du jour et de la nuit pour rester en contact avec les autres... On a l'impression qu'en étant connecté on a accès à l'information, on peut en faire partie voire participer à une démocratisation de l'information... S'il est indiscutable que les TIC peuvent offrir aux mouvements sociaux qui souhaitent s'en servir l'occasion de rendre les discriminations plus visibles, il est aussi vrai que cette société est productrice d'information mais aussi son produit et par son fonctionnement aujourd'hui, elle reproduit, développe et aggrave toutes sortes de discriminations de sexe, de classe, de «race». Quelles sont alors les limites de ces outils et comment les femmes peuvent en faire un outil de contestation voire de subversion de l'ordre capitaliste et patriarcal de nos sociétés ?

Les TIC, outil de démocratie paritaire ?

Les femmes ont saisi depuis longtemps l'occasion de se faire entendre par le Net : depuis les années 90, des centaines de blogs et de site web de contre-information féminine et féministe voient le jour un peu partout dans le monde pour dénoncer la violation des droits humains des femmes, lutter contre les discriminations, lutter contre le capitalisme et le patriarcat voire revendiquer l'urgence d'une information paritaire¹. Cela dit, cette ouverture suffit-elle à faire d'Internet un outil de démocratie ? Selon Joelle Palmieri, docteure en science politique, experte en genre conseil en communication et consultante dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, c'est un discours à nuancer².

Pensez-vous que l'accès aux TIC pour les femmes peut changer les relations de domination qu'elles vivent ?

«Avant de répondre à la question, il faudrait préciser le contexte dans lequel les femmes utilisent les TIC. Les TIC sont une large famille d'outils qui permettent la production, le transport, l'archivage et la reproduction des données et non pas d'information. Néanmoins, elles structurent la société dite de l'information qui est productrice et produit de rapports de domination et reproduit tout en développant et en aggravant les discriminations de sexe, de classe, de «race» à l'œuvre dans toute société. S'il est évident que pour certaines femmes, surtout du Nord, l'accès aux technologies de l'information a été et reste un moyen incontournable pour rendre visibles leurs revendications, pour tisser des liens avec d'autres femmes qui vivent des situations similaires dans les quatre coins du monde et renforcer ainsi la lutte contre le patriarcat, il faut néanmoins dire que cette injonction à être connecté risque d'affaiblir leur combat car il s'agit pour elles de déplacer les espaces de rencontre sur le terrain du virtuel où les hégémonies patriarcales dominent. Et pour ce qui est des pays dits du Sud, il faut ajouter la pression «colonialitaire», c'est-à-dire ce qui se rapporte à l'ensemble de relations sociales de subalternité dominé-dominant consécutives de l'expansion du capitalisme et du patriarcat, désormais accélérée et étendue par TIC interposées. A ce propos, j'ai essayé d'identifier les effets politiques des usages Internet sur les politiques d'Etat par les organisations des femmes ou féministes en Afrique, et plus précisément au Sénégal et en Afrique du Sud³. Il en ressort que ces organisations sont dans leur grande majorité débordées par l'accélération des priorités écrasantes de la vie quotidienne qui change l'ordre du jour de leur activité militante. La ségrégation des femmes sur le marché du travail, leur renvoi immédiat à la sphère privée, la difficulté accrue de participer à la gestion du pouvoir représentent autant de régressions. Finalement, elles utilisent les TIC pour communiquer de façon institutionnelle et non pas à des fins de changement ».

Néanmoins, grâce à leur communication sur le Net, nous pouvons lire des informations qui autrement ne passeraient jamais par les canaux officiels...

«La société dite de l'Information est une société basée sur les TIC et le terme même de « société de » est l'appropriation par l'Organisation des Nations Unies et Internet. Elle se base sur l'usage informatique et minimise

¹ Voir article Irène Kaufer

² Journaliste, elle a été notamment cofondatrice de l'agence féministe d'information « Les Pénélopes » et de l'Agence pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (Apress) et milite actuellement pour le réseau « Genre en action ».

³ Joelle Palmieri, « *Internet au Sénégal, les usages par les femmes sont-ils politiques ?* » texte intégral à lire sur www.gdri-netsuds.org/IMG/pdf/Palmieri.pdf

l'intervention humaine pour accélérer l'échange de savoirs, bien sûr, mais aussi et surtout l'échange de marchandises. Aujourd'hui tout cela est flagrant. Les TIC au quotidien sont une norme, un passage obligé pour la modernité sans que cet accès ait été déclaré comme partagé voire voulu par des femmes. C'est déjà un exemple de subalternité : les contenus diffusés sont majoritairement produits par des hommes : blogs, chats... Ce sont des hommes blancs qui programment des logiciels (y compris les logiciels libres)... En Afrique c'est une élite masculine qui domine à la fois les contenus, les accès aux infrastructures. Les femmes sont sous-représentées dans les TIC dont les propriétaires sont très souvent des hommes. Et quand les femmes sont dans les TIC, c'est souvent dans le télétravail, dans le cadre de postes à faible revenu et sous-qualifiés, notamment les call-center qui fleurissent au Maroc ou en Inde où la main d'œuvre est moins chère. Les politiques européennes encouragent d'ailleurs fortement les femmes à intégrer ce marché dans une perspective de développement, mais sans aucune consultation avec les principales concernées sur ce qu'elles pourraient bien entendre par développement... De plus, Internet incarne un espace où l'appropriation du corps des femmes est plus que toléré : pornographie, trafic prostitutionnel...».

Comment se passent les choses au Sénégal et en Afrique du Sud, vos terrains d'investigation ?

«Au Sénégal et en Afrique du Sud, l'identité des femmes est invisible, les savoirs propres des femmes sont invisibilisés et occultés. Sur le web on voit une prépondérance de contenus occidentaux et une hiérarchisation de savoirs occidentaux masculins. De plus, il y a un flou autour du mot information : on a déjà admis ce qu'on voit sur le Net comme étant de l'information qui circule. Pour moi ce n'est pas acquis. Les militantes que j'ai côtoyées le disent également: elles y voient une obligation institutionnelle au résultat pour avoir l'argent des subsides européens ou américains. Elles s'y attèlent en réponse aux bailleurs de fonds qui leur imposent la démarche à suivre. Tout ça risque de fragiliser la liberté qu'elles peuvent avoir dans l'approche des TIC. Les représentantes des organisations témoignent qu'elles ne comprennent pas les enjeux de la société de l'information même si elles connaissent les TIC et savent les utiliser... Ironie du sort, elles pensent néanmoins qu'il faut toujours passer par un technicien, nécessairement un homme...»

Alors, qu'est-ce qu'elles font ?

«Les militantes que j'ai rencontrées pensent majoritairement que Internet les éloigne de leurs enjeux féministes ou pour l'égalité de genre. Elles l'utilisent pour avoir des fonds même si cet argent ne peut pas aller directement aux bénéficiaires, c'est-à-dire des femmes en général. Néanmoins, elles ont compris qu'il est impératif de gagner en visibilité, de faire connaître ce qu'elles font, de laisser des traces, même de façon éphémère. Alors, ignorant toute forme de cadre, de norme, d'impératif, elles donnent à voir, publient des informations, utilisent ces outils pour laisser trace de savoirs invisibles, de récits de vie de femmes. Elles disent haut et fort qu'il est urgent de rompre avec l'évidence de la nécessité pour les femmes d'être connectées et que cette injonction à être connectée représente un enjeu de colonialité de pouvoir, c'est-à-dire un ensemble de rapports de domination, renforcés par une occidentalisation des pensées ».